



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'Immigration  
et de l'Intégration  
Bureau du séjour**

**ATTESTATION DE PRISE EN CHARGE**

**Rappel :** L'article L441-7 du Code pénal sanctionne d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 € toute personne ayant établi une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts, de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère, de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue d'obtenir un titre de séjour ou le bénéfice d'une protection contre l'éloignement.

Je soussigné, *indiquer le lien de parenté éventuel :*

NOM..... PRENOM.....

né(e) le ..... à .....

demeurant.....

.....

.....

m'engage à verser pendant la période du .....au.....

la somme de .....€ chaque mois à :

M/Mme <sup>1</sup>.....

né(e) le..... à.....

de nationalité.....

et à prendre en charge les frais d'hospitalisations et de frais éventuels<sup>2</sup>

Je prends connaissance que la justification de ces versements pourra m'être demandée.

- Document à joindre :
- Copie de la pièce d'identité
  - ou du titre de séjour
  - Trois derniers bulletins de salaire
  - Dernier avis d'imposition

Fait le .....  
à .....

Signature du déclarant

<sup>1</sup> Rayer la mention inutile

<sup>2</sup> Cette mention peut être rayée si le bénéficiaire de l'attestation dispose d'une couverture sociale en cours de validité en France